



SUD Culture BnF

Local syndical Tolbiac T4A2

poste : 49.23

messagerie : sud@bnf.fr et sudbnf@hotmail.fr

<http://sudculturebnf.wordpress.com>

<https://twitter.com/bnfsud> <https://www.facebook.com/sud.bnf>

BNF EN GRÈVE, PERSONNELS MOBILISÉS

Rassemblement BnF et manifestation interprofessionnelle ce jeudi 29 septembre

Depuis 2009, à cause des politiques d'austérité des différents gouvernements, la BnF a perdu plus de 400 agent-e-s, soit plus de 15 % de ses effectifs. La direction de l'établissement prétend que cette hémorragie s'est arrêtée ces dernières années. Elle oublie de dire que c'est grâce à la grève du personnel en 2016 qu'il y a eu un arrêt des pertes théoriques de postes à partir de 2017, ce qui n'a pas empêché le ministère de la Culture de couper encore 10 postes en équivalent temps plein en 2018. Pourtant, entre 2017 et 2021, la BnF a continué à perdre 100 agent-e-s, soit 54 équivalent temps plein. Pourquoi ? Parce que dans le cadre d'une masse salariale contrainte, la direction a fait le choix de privilégier le recrutement de contractuel-le-s à temps plein en catégorie A sur des postes de chargé-e-s de mission plutôt que de pourvoir les postes essentiels sur le cœur de métier de la BnF, en particulier en catégorie C.

Ainsi, la BnF a perdu 200 postes de fonctionnaires en catégorie C depuis 2009, soit la moitié de la perte des postes, alors que les catégories C ne formaient alors que un tiers des effectifs. Si on rajoute les suppressions de postes d'agent-e-s contractuel-le-s à temps incomplet, dont le nombre a diminué de 50% dans le même temps, on voit bien à quel point la catégorie C a porté la très grande majorité des suppressions de postes. La direction de la BnF a sciemment sacrifié cette catégorie. Ainsi, malgré la stabilité supposée des effectifs, la direction a supprimé 40 agent-e-s de catégorie C entre 2020 et 2021, en pleine crise sanitaire.

Cela a touché en particulier le corps des magasiniers-ières, avec la suppression de 170 postes en une dizaine d'années, soit 30 % des effectifs à la BnF, ce qui est énorme.

Les conséquences de ces suppressions continues sont que désormais, il n'y a pas assez de personnel de magasinage pour assurer le fonctionnement normal du service public et de la communication des documents. Face à cette situation de crise qu'elle a elle-même créé, la direction n'a pas décidé de recréer les postes perdus, elle a décidé d'imposer une diminution des services au public, faisant ainsi payé cette dégradation de la situation à la fois aux usagers-ères et au personnel.

C'est pour cela que depuis le 2 mai, la direction de la BnF a supprimé la communication directe des documents des magasins toute la journée, comme cela fonctionnait très bien jusqu'au début de la crise sanitaire en mars 2020. Désormais, la communication directe des documents n'est plus autorisée que l'après-midi, à partir de 12h (c'était 13h30 jusqu'à très récemment). Cette régression, due aux suppressions de postes, a fortement diminué le service public offert aux usagers-ères, provoquant leur légitime colère et leur mobilisation à travers l'ALU BnF depuis 5 mois, qui dénonce le renoncement de la BnF à ses missions principales. Mais cela a aussi fortement dégradé les conditions de travail du personnel, qui se retrouve avec des consignes qui changent régulièrement, des plannings casse-tête, une concentration de la charge de travail sur certaines heures et un morcellement de la journée de travail. Tout cela en étant toujours en sous-effectif. Cette contre-réforme du service public, qui ne cesse de se modifier, est donc un désastre et elle doit s'arrêter au plus vite.

Surtout qu'elle se cumule avec la volonté bien arrêtée de la direction de mettre en place les chantiers exceptionnels pour le transfert d'une partie des collections sur le futur site de stockage à Amiens. C'est aussi pour avoir du personnel pour faire ces chantiers, qu'elle considère comme une priorité, que la direction a mis en place la contre-réforme du service public avec des plages horaires spéciales prévues pour ces chantiers et qu'elle refuse le retour à la communication directe des documents toute la journée, alors qu'il y a les effectifs pour cela actuellement. De plus, pour faire une partie de ces chantiers, la direction veut recruter des contrats précaires, des contrats chantier, à savoir des CDD sans date de fin, qui se termine en fonction de l'évolution de ces chantiers. Cela sans compter la charge de travail que cela rajoute aux agent-e-s.

Dans le même temps, jamais en manque de reculs sociaux, la direction de la BnF a décidé de renier le protocole de fin de grève qu'elle avait pourtant signé en juillet 2016 et d'imposer qu'à partir du 1^{er} juin, les nouveaux/elles agent-e-s contractuel-le-s à temps incomplet recruté-e-s à la BnF ne seront plus pris sur des CDI à 110h de travail par mois, ce qui avait été gagné par la lutte, mais seront sur des CDD d'un an, renouvelable éventuellement une fois, sur des quotités horaires entre 50 et 80h, soit entre 450 et 700 euros par mois, un salaire de misère. Ces agent-e-s ultra-précaires, qui sont presque sans droits sociaux, servent en plus de bouche-trous pour remplir les plannings de service public et subissent des horaires de travail contraints, avec par exemple le samedi un postage de 11h à 14h qui les empêche d'avoir une pause repas. Tout cela sous prétexte qu'il s'agit d'étudiant-e-s à qui la BnF ferait la charité en leur donnant un « petit boulot », à l'image de Mc Donald's. C'est donc une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci et un recul social sans précédent, qui est intolérable et doit cesser tout de suite.

Tous les sites de la BnF sont touchés par ces reculs, par l'ultra-précarité et par le manque de postes. Ainsi, le site de Richelieu, qui vient de rouvrir complètement au public après 10 ans de travaux (mais les agent-e-s ont continué à travailler sur place pendant tout ce temps, dans des conditions très dégradées), le fait en étant en sous-effectif, malgré les postes pris à Tolbiac pour être envoyés à Richelieu, ce qui oblige à des bricolages des plannings, alors qu'il a de nouveaux horaires avec des ouvertures le dimanche et les jours fériés qui aggravent les choses et une fermeture au public le lundi matin qui ne convient à personne, ni aux agent-e-s, ni aux usagers-ères. Et là encore, ce sont des agent-e-s ultra-précaires en CDD d'un an à 60h qui servent à combler les trous, formant par exemple les 2/3 de l'équipe de magasinage de la salle Ovale. Mais la direction peut se vanter de la belle façade du bâtiment rénové, qui doit attirer les touristes, dans une sorte de Disneylandisation du service public du livre et de la lecture. Peu lui importe que la réalité subie par les agent-e-s soit beaucoup moins belle, avec toujours de mauvaises conditions de travail, des travaux qui n'en finissent pas, des malfaçons.

De leurs côtés, les sites de Bussy-Saint-Georges et de Sablé, qui doivent fermer en 2027, sont en train de s'éteindre à petit feu, les départs ne sont pas ou peu remplacés, par contre la charge de travail elle est toujours là et les agent-e-s restants doivent donc se répartir les tâches supplémentaires.

Face à ces régressions sociales, face aux problèmes que connaît la BnF, le personnel de l'établissement est en lutte depuis 5 mois avec les usagers-ères. Nous avons désormais fait près de 30 jours de grève, des actions, des conférences de presse, des tribunes. Nous ne lâchons rien et nous continuons notre action jusqu'à ce que nous ayons obtenu :

- La création de tous les postes nécessaires au bon fonctionnement de la BnF sur tous les sites, avec une priorité à la catégorie C, en recrutant des agent-e-s titulaires, ce qui passe entre autre par l'organisation de recrutements directs de magasiniers-ières.
- Le retour à la communication directe des documents toute la journée, la mise en place de plannings de travail acceptables et la suspension des chantiers exceptionnels tant qu'il n'y a pas les effectifs pérennes pour les faire.
- L'embauche en CDI à 110h des « vacataires » travaillant sur des besoins permanents et un vrai plan de titularisation sans condition des précaires de la BnF.
- L'amélioration des conditions de travail sur tous les sites, que ce soit par rapport aux bâtiments ou en limitant la charge de travail.
- Le retour aux horaires de travail antérieurs sur le site de Richelieu et la fermeture de la BnF les jours fériés.

Pour gagner sur nos revendications, pour montrer que notre colère et notre détermination sont toujours là :

GRÈVE JEUDI 29/09

**RASSEMBLEMENT DANS LE HALL EST DE LA BnF, SITE
TOLBIAC A 11H**

**MANIFESTATION A 14H A DENFERT-ROCHEREAU
(rdv BnF devant la gare RER)**